

4 février 1970. Nous sommes trois dans l'avion qui nous mène à Abidjan. Notre contrat n'est pas encore signé en bonne et due forme, mais qu'importe ? C'est notre premier vrai grand contrat, notre première vraie programmation sur un autre terrain que celui qui nous était familier jusqu'alors, l'hygiène mentale. Notre mission est double : programmer le Complexe télévisuel de Bouaké ; mettre au point des « plans types » d'écoles primaires qui, dans la brousse de la Côte-d'Ivoire, recevront les émissions scolaires produites au sein du Complexe.

« Complexe télévisuel » : ça ronfle, c'est impressionnant. De quoi s'agit-il ? Le gouvernement ivoirien vient de mettre au point, à partir d'une idée des coopérants français déjà expérimentée au Niger, le projet d'une télévision scolaire de grande envergure destinée à scolariser l'ensemble des enfants du primaire. Scolarisation occidentale, cela va sans dire : ces enfants, dans leur village, ne parlent jamais français, et il faut commencer par leur apprendre cette langue étrangère qui leur permettra d'accéder au progrès occidental. Forts de l'expérience nigérienne, les experts français ont proposé la construction d'un grand Complexe en plein centre du pays, à Bouaké, seconde ville de Côte-d'Ivoire, où se formeront les futurs maîtres et où seront produites les émissions scolaires. Deux grands ensembles donc, dans ce Complexe : la « Production », c'est-à-dire les bureaux où seront conçues, et les studios de télévision où seront réalisées, les émissions destinées aux enfants africains ; la « Formation », comprenant une Ecole Nationale d'Instituteurs (c'est-à-dire en fait des « conseillers pédagogiques », nom noble donné à l'équivalent de nos inspecteurs du primaire), et un CAFOP (Centre d'animation et de formation pédagogique), qui reçoit les élèves recalés au concours d'entrée à l'E.N.I., et forme la masse des futurs instituteurs. Dès le départ, le clivage

est établi entre « éniens » et « cafopiens », les uns devant, plus tard, contrôler l'activité des autres ; clivage redoublé par l'origine et le statut des enseignants : à l'E.N.I., des experts de l'U.N.E.S.C.O., statut international, salaires élevés ; au CAFOP, la caste traditionnelle des enseignants-coopérants français, payés par le Ministère de la Coopération — et moins payés. La « lutte de castes » européenne vient à recouvrir, puis à surdéterminer, la « lutte de castes » ivoirienne.

Tout ce monde est déjà sur place lorsque nous arrivons à Bouaké. Installés dans des locaux provisoires, les producteurs et réalisateurs d'émissions (encore des coopérants français, dont une partie a déjà l'expérience du Niger) travaillent au découpage des « leçons » télévisuelles, à quelques dizaines de mètres des baraques où logent les élèves-maîtres et des classes où ils se forment. Un petit monde étonnamment grouillant de vie, de conflits, d'alliances et d'inimitiés, constitué depuis peu de temps mais déjà vieux de tout l'avenir de l'expérience, qui est unique au monde par son ampleur et ses ambitions.

A Abidjan, où nous avons séjourné quelques jours, nous avons déjà vaguement perçu les contours des quatre grandes puissances qui contrôlaient l'aventure télévisuelle :

— *l'Etat ivoirien* d'abord, et surtout le Ministère de l'Education Nationale, responsable officiel de l'opération, allié à la Radio-Télévision Ivoirienne (qui elle-même dépend d'un autre ministère : l'Information). Coiffant le tout, invisible mais singulièrement présent, respecté ou redouté, Houphouët-Boigny, le Président de la République ;

— *la coopération française*, qui finance à la fois les cadres européens du Centre de Production et des CAFOP, et — ce qui n'est pas négligeable — tout le matériel télévisuel de la Production. Les Ivoiriens la ménagent, mais cherchent en même temps à limiter son influence en s'appuyant sur les deux autres grandes puissances :

— *l'U.N.E.S.C.O.*, qui a fourni non seulement les cadres enseignants de l'E.N.I., mais aussi toute une batterie d'experts internationaux en pédagogie (dont le très important « coordinateur » du projet, formellement assistant du Ministre de l'Education Nationale, en fait homme des compromis entre les grandes puissances) ; l'U.N.E.S.C.O. fournit, en outre, le matériel télévisuel léger qui

— indépendamment du Centre de Production — doit permettre l'initiation des jeunes élèves-maîtres de l'E.N.I. ;

— et enfin, last but not least, la très discrète et très riche *Banque Mondiale* (la B.I.R.D., Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement) qui, par l'importance du prêt qu'elle accorde au gouvernement, contrôle le financement du projet. Bien que ses représentants locaux soient souvent européens, elle a une odeur américaine par son président (Mac Namara), son siège (Washington) et surtout son style et ses méthodes d'intervention.

\*.\*

Toutes les forces qui, à l'intérieur ou à l'extérieur des institutions où se cristallisent ces grandes puissances, veulent agir pour leur propre compte, sont aussitôt reprises et récupérées dans le champ fortement structuré par les grands rapports de pouvoir.

Cela est vrai, avant tout, pour nous-mêmes. Payés indirectement par la coopération française, nos affinités nous ont porté immédiatement vers les Ivoiriens. Impossible de démêler ce qui relève de la pure idéologie militante (solidarité avec les ex-colonisés et les néo-colonisés) de ce qui est d'un tout autre ressort, ce que nous pourrions désigner comme nos « intensités africaines » : fascination d'une Afrique éclatante que nous ne connaissions pas, misère effervescente et splendeur blanche de la ville d'Abidjan, curiosité intense de tout ce qui, dans ce pays tonique et aux fortes senteurs, échappait à l'emprise de l'occidentalisation lourdement imposée par la Grande Alliance des puissances capitalistes et du jeune Etat ivoirien. Grande alliance d'ailleurs pleine de ratés : les jeunes cadres de cet étrange Etat à la fois dictatorial, bureaucratique et pourtant débonnaire, n'acceptaient certes pas sans réticence la tutelle technique de l'Occident et l'irrésistible séduction qu'exerçait la puissance de sa civilisation (matérielle et culturelle). Tous les compromis, ou plutôt les compromissions d'Houphouët-Boigny avec l'Occident n'étaient pas admis sans une intime amertume. Il y a dans tout Africain, même le plus ouvert aux influences de l'Occident, le fantasme d'un Pouvoir Noir. Nombreux sont ceux qui, de retour chez eux après une journée de travail au Ministère, se débarrassent de leur encombrant complet européen pour revêtir l'ample et large boubou africain : plus pratique certes, mais surtout plus noble. Pouvoir Noir disposant des moyens de la puissance

Blanche. Un mot d'ordre concret, tantôt favorisé, tantôt contrarié par la Présidence de la République : « l'ivoirisation des cadres ». Résonance affaiblie du Black Power qui, lui, rejette toute importation de valeurs blanches, toute assimilation dans les institutions blanches, et même toute alliance, au profit de l'affirmation première des valeurs noires : « Black is beautiful ! »

Nous ne savons pas très bien si et dans quelle mesure le Black Power animait quelque part l'Eros Noir de cette classe dominante ivoirienne en train de se constituer au sein de l'appareil d'Etat. En tous cas, ça jouait *pour nous*, et fortement. D'emblée et sans même trop le savoir, nous avons choisi notre camp dans le champ des rapports de forces que nous avons esquissé plus haut : nous avons travaillé pour un Pouvoir Noir plus ou moins hypothétique auquel nous prêtions nos propres fantasmes de rejet de la civilisation industrielle de l'Occident et d'admiration pour la singularité africaine. Nous soutenions le jeu de cette bourgeoisie africaine pourtant semi-européanisée comme des ethnologues auraient cherché à protéger et à renforcer le mode de vie d'une civilisation perdue au fond de la brousse. Nous foncions tête baissée dans l'idéal de la « synthèse des valeurs », de la nécessité pour l'Afrique de ne pas se dissoudre dans les valeurs occidentales — comme s'il s'agissait d'un problème de valeurs et non pas de puissance... Et surtout, malgré nos réticences politico-morales à l'encontre du régime dictatorial et bureaucratique, nous ne pouvions pas nous empêcher de faire comme si nous travaillions à son compte, et non pas au compte de la Coopération française ou internationale. Malgré, ou plutôt très en deça : ce qui nous motivait était difficilement réductible à un problème d'analyse et d'évaluation purement « politique » au sens où l'on compare les régimes politiques soviétique, américain et chilien du point de vue des préjugés moraux dominants. Incontestablement, nous fûmes pris, et d'un seul coup, dans le tourbillon des « intensités africaines », n'hésitant pas à court-circuiter les plus hauts représentants de l'Aide française et internationale pour transmettre directement nos informations et nos évaluations à ceux qui, parmi les Africains placés à la direction des affaires de l'Etat, suscitaient chez nous une sympathie incoercible. Ça nous valut un rappel à l'ordre énergique de la part du coordinateur du Projet d'éducation télévisuelle et des représentants de la Coopération française. Nous n'avions pas à nous conduire comme si nous travaillions à notre propre compte, comme une « bande incontrôlable », selon l'expression amusée de l'un d'eux. Incontrôlable par

eux, mais aussi bien par nous-mêmes, qui nous sentions le jouet des impulsions qui s'emparaient de nous et nous faisaient penser presque nuit et jour à telle rencontre où nous aurions à dire telle chose, à telle stratégie qu'il ne fallait pas louper, etc. : preuve la plus absolue que notre « sympathie » prenait racine dans les couches les plus profondes de notre libido. C'était si vrai que les rapports entre les trois membres de l'équipe furent portés à un degré de tension et d'acuité inconnu jusqu'alors au Cerfi ; il s'en fallut de peu que ne se produisit entre nous une rupture irrémédiable, liée précisément à nos modes respectifs d'insertion érotique (ce n'est pas une métaphore) dans le champ intensif local, et aux démarches tactiques différentes et parfois opposées que cette insertion commandait. Mais ceci est une autre histoire.



Qu'est-ce que tout cela a-t-il donc à voir avec la programmation ? On le comprendra en lisant les extraits que nous publions ci-après. Pas une des phrases qui ne s'éclaire à la lumière de ce qui précède. Toute notre conception des grands principes du programme, l'intégration des équipements télévisuels, le souci d'aménager la possibilité d'une relève rapide des coopérants par un nouveau personnel ivoirien, l'insistance à proclamer que rien, au niveau des espaces, ne devait gêner l'accès des élèves-maîtres à l'usage direct des instruments télévisuels, notre méfiance affichée à l'égard des experts de la télévision qui regardaient avec mépris l'opinion des « usagers » : tout cela, nous l'énoncions sous couvert de la Science — en l'occurrence, la Science des Espaces, la très sûre et très rationnelle Programmation Architecturale — mais en fait, ce n'est que de désir qu'il s'agissait, au sens où notre désir n'avait pas d'autre matériau que l'Afrique vivante et ses différents maîtres.

Toutefois, faute d'une implantation suffisante et durable sur le terrain, qui nous aurait permis de nouer des relations plus profondes avec les Africains, notre défense des intérêts ivoiriens prenait trop souvent l'allure du mécanisme par lequel les militants se substituent à un peuple sans voix ; rares étaient les cas (bien que réels) où nous sentions quelque chose de véritablement intense passer entre certains Ivoiriens et tel ou tel d'entre nous. Ça ne nous empêchait nullement d'affirmer tranquillement nos positions quand nous étions convaincus qu'elles impliquaient un desserrement de l'étreinte exercée par l'assistance technique et qu'elles

pouvaient favoriser la formation d'un personnel autochtone capable de prendre en mains réellement la réalisation du projet d'éducation télévisuelle (sans d'ailleurs mettre en question le bien-fondé de ce projet, puisqu'il conditionnait l'existence même de notre intervention en Côte-d'Ivoire).

Cette position, nous l'avons tenue d'un bout à l'autre de notre travail, qui se déroula en trois phases :

- une enquête sur le terrain, à Abidjan et à Bouaké, entre le début de février et la mi-avril 1970 ;
- la rédaction d'un volumineux rapport « provisoire », remis en juin 1970 au Ministère ivoirien de l'Education Nationale ; ce rapport décrivait les principaux choix d'ordre pédagogique, technique et institutionnel qui présidaient à la détermination et à la quantification des surfaces ; notre souci de débloquer l'emprise européenne allait jusqu'à faire apparaître des choix là où nos interlocuteurs européens, sur le terrain, avaient déjà pris leur option, mais implicitement : nous rendîmes problématique ce qui était évident. Et pour bien appuyer la nécessité de ces choix, nous avons été jusqu'à présenter une esquisse architecturale qui ne nous avait jamais été demandée : nous espérions que la traduction noir sur blanc des options auxquelles nous étions favorables susciteraient des remous. Nous espérions aussi, en prouvant notre maîtrise de l'objet, nous imposer comme les architectes les mieux habilités à établir les plans définitifs ;
- nouveau séjour sur le terrain et remise du rapport final (octobre et novembre 1970).

Cette phase finale du rapport fut très dure pour nous. Notre indépendance avait fortement indisposé les responsables de l'assistance technique internationale, et en particulier des experts français qui, au sein d'un « Comité consultatif scientifique et technique », avaient été envoyés sur place pour reprendre, en nous doublant, les éléments du programme. En dépit des pressions, nous maintenîmes les options que nous jugions essentielles, et le représentant du Comité dut accepter que ses propositions figurent à côté, et non à la place des nôtres. Le gouvernement ivoirien était invité à trancher en toute souveraineté : nous ne supportons pas l'idée que des experts français fassent « passer » leurs préférences sous couvert de scientificité, sans présenter aux Ivoiriens la ou les

autres options possibles ; et nous étions d'autant plus intolérants à cet égard, que la plupart des experts considéraient la Côte-d'Ivoire comme le banc d'essai de leurs rêves technico-pédagogiques, sans s'interroger sur la capacité du milieu institutionnel ivoirien de supporter la greffe et de la prendre en charge. A la base même de la position de l'expert, nous trouvions les vrais ressorts de la Science : non pas un postulat, un système d'axiomes ou une problématique « scientifique », non pas des positions « idéologiques », mais bien des affects, des configurations libidinales, des positions de désir et de pouvoir articulées aux grandes puissances que nous avons décrites. Cet ancrage pulsionnel donnait à tous les conflits une acuité qui transformait des opinions différentes en une inimitié irréductible. Pour prendre un exemple, d'ailleurs essentiel : les divergences sur la nature du matériel télévisuel, et donc sur les espaces qui en dépendaient, ne pouvaient apparaître comme des discussions « scientifiques » qu'à la condition d'en oublier l'enjeu : la mise en œuvre d'un matériel léger, l'ouverture quasi physique des espaces du Centre de production aux élèves-maîtres en formation à quelques mètres de là, étaient pour nous la condition matérielle d'un remplacement des « producteurs » blancs, imperméables par définition aux structures « mentales » des enfants africains, par des équipes africaines de producteurs formées, précisément, sur les lieux mêmes du Complexe, et non pas à l'étranger, comme l'affirmaient certains experts, à qui cet exil apparaissait comme une nécessité évidente. Le point de vue des experts internationaux impliquait, au seul niveau du choix du matériel et de l'organisation des espaces, le maintien et la reproduction de leur propre existence parasitaire ; le nôtre ne s'expliquait pas seulement par notre idéologie tiers-mondiste, mais était soutenu par la vision de l'étonnante « réaction » que ne manquerait pas de déclencher l'accès d'une génération de jeunes ivoiriens à la maîtrise des moyens audio et télévisuels. Nous ne doutions pas de la fécondité d'une telle rencontre entre les moyens techniques les plus avancés de l'Occident et la civilisation africaine ; l'éducation des enfants était potentiellement débarrassée de sa condition stérilisante : l'apprentissage de la langue française par des moyens (écrits ou imagés) conçus par des Français et impliquant obligatoirement une répression préalable de la richesse propre des enfants africains. Plus immédiatement encore, et plus profondément, nous n'aimions pas ces experts (sauf certains, avec lesquels nous retrouvions une commune curiosité d'un Afrique inconnue) ; nous n'aimions pas leur suffisance, leur étroitesse, leur univers limité aux luttes pour le pouvoir

dans l'appareil de l'assistance technique internationale, leur isolement au sein de la population noire et leur manque total de curiosité réelle à l'égard des Ivoiriens. A la limite, nous n'aimions pas la blancheur de leur peau. Nous n'imaginions pas que ces gens-là puissent longtemps dominer la forme et le contenu de « l'éducation » télévisuelle et faisons, au niveau pourtant secondaire de la « programmation architecturale », tout ce qui était en notre pouvoir pour faciliter la relève africaine.

Mais ce pouvoir était nul. Nous ne représentions aucune force réelle, et nous nous trouvions loin des Ivoiriens qui, de toutes manières, ne pouvaient guère imposer aux institutions d'assistance le choix des experts de leur préférence. Nous nous aperçûmes qu'en fin de compte les organismes d'assistance étaient tout-puissants, puisqu'ils détenaient dans la pratique toutes les clés financières et techniques de l'opération ; et les Ivoiriens — mêmes les plus avides d'indépendance — ne pouvaient que se soumettre aux formes que les Occidentaux imposaient à leur assistance.

Nous fûmes donc mis rapidement à l'écart. Pour l'expert français chargé de représenter le Comité scientifique et technique sur les problèmes de programmation, et qui grenouillait quelque part à l'U.N.E.S.C.O., le problème était simple : c'était ou lui, ou nous. La solidarité de caste des experts eut facilement raison de nous. La Convention d'études ne fut même pas poursuivie jusqu'à son terme : il y manque aujourd'hui encore la confection des plans-types d'écoles primaires télévisuelles (nous n'avons jamais eu de réponse aux questions préalables posées dans notre rapport, dont nous publions ci-après le résumé). Une fois remis notre rapport final de programmation du Complexe, nous fûmes, du jour au lendemain, débranchés du projet.

En relisant aujourd'hui notre rapport de l'époque, nous ne pouvons nous empêcher de sourire devant des expressions à résonance scientifiques qui laissent entendre que la programmation est bien une fonction technologique de mise en forme des différentes spécialités professionnelles et techniques. Un bon programmeur devait être pluridisciplinaire — qualité qui précisément était à la base de la création du Cerfi et de son ancêtre, la Fgeri. Nous pensions quelque part que le programmeur avait pour charge d'intégrer au niveau des espaces des fonctions hétérogènes, et que le meilleur

moyen de bien connaître ces fonctions était de donner la parole aux usagers. La démocratie au niveau de l'enquête de programmation était la condition de la scientificité de son résultat. Certes, nous disions dans l'introduction qu'il y avait une « impossibilité objective d'une cohérence rationnelle des demandes » ; mais cette remarque avait pour but de valoriser, face à la sèche assurance des experts techniques et au caractère facilement systématique de leur position, la diversité et la démesure des demandes exprimées par les usagers. En fait, sans le savoir, nous demeurions prisonniers des mêmes chaînes : à une conception étroite et a priori du savoir, nous opposions une conception élargie, où la vérité surgit non pas d'un système a priori de savoirs techniques ou sociologiques, mais de la parole même des usagers en tant qu'elle énonce leur désir plus ou moins inconscient. Jacques Lacan appliqué à la programmation, quelle étrange mélange ! Guidés par cet idéal à la fois scientifique et politico-moral, nous osâmes ce que sans doute aucun expert n'avait jamais fait : nous provoquâmes une assemblée des élèves-maîtres déjà présents depuis plusieurs mois dans les locaux provisoires de l'E.N.I., et fûmes bien étonnés que leurs préférences en matière d'internat ne rejoignit pas les nôtres (ils préféraient, de loin, les chambres individuelles ou à deux à toute forme de collectivisation de l'habitat). Mais peu importe. Nous n'avons pas à l'époque vraiment formalisé ce qui est maintenant pour nous une évidence : le programmeur n'a jamais affaire à des rapports de vérité, mais à des rapports de pouvoir ; les fonctions socialotechniques qu'il reçoit ne sont pas autre chose que la traduction en termes fonctionnels des rapports de forces entre les différents partenaires d'une opération. Dans ce champ, il n'est pas de neutralité possible du programmeur : toujours, il choisit une force ou l'autre, une alliance ou un compromis ; il n'est jamais pure surface sans épaisseur d'enregistrement des compromis ; toujours il résonne de manière intensive dans le champ des forces ; à son insu, il se branche sur les unes ou les autres, pèse en faveur des unes ou contrecarre les autres, ruse avec l'une, complote avec l'autre, se mêle, se disperse et tourbillonne. Le programme est le résultat final de ce travail en profondeur qui, à travers le recensement des données et le calcul des surfaces, s'opère dans le désir du programmeur.

Nous ne pourrions en dire autant de l'architecte que nous n'avons pas été en l'occurrence ; mais il n'est pas difficile de voir qu'il est soumis aux mêmes contingences pulsionnelles qui font de lui un faisceau de forces jetées dans le champs de celles qui, instituées

ou pas, conditionnent l'opération de construction. Mais, avec l'architecte, il y a plus d'argent en jeu, et il y a d'autres éléments de réalité auxquels le programmeur n'a affaire qu'indirectement, par anticipation : le matériau, la forme singulière de la construction, le rapport plus immédiat avec le terrain réel, les usagers, l'environnement, les entrepreneurs de la construction, etc.

La séparation entre l'architecte et le programmeur est, en fait, purement institutionnelle. La programmation n'est apparue comme fonction distincte que dans des conditions particulières, liées sans doute d'une part à la complexité des opérations en jeu, liées d'autre part et surtout à des problèmes institutionnels qu'il reste à explorer. Mais, de toutes manières, tout architecte est toujours programmeur en quelque manière ; même s'il dispose d'un document écrit, il le repense, il le refait ; et inversement, tout programmeur est quelque part un architecte qui s'arrête en cours de route ; il est bien obligé d'intégrer dans son activité des éléments propres à l'architecture, mais qui conditionnent la programmation : nature des matériaux, environnement, coûts de construction, modes de vie concrets des futurs usagers, etc. Même si le programmeur s'efforce de penser en termes de fonctions abstraites, indépendamment de tout parti architectural déterminé, il n'y parvient pas vraiment, et soutient ses relations fonctionnelles d'une vision spatiale, même si cette vision n'est jamais qu'une ébauche.

Nous ressentions dans notre pratique même l'absurdité de séparer, sur le terrain comme dans nos rapports avec les plus hautes instances de pouvoir, la programmation et l'architecture. Nous étions officiellement programmeurs, mais nous nous sentions architectes aussi, nous étions passionnés par les problèmes de l'architecture tropicale, par le choix et le traitement des matériaux (le béton, le bois), par l'incidence sur des équipements collectifs modernes (comme c'était le cas du Complexe) des usages et des mœurs spécifiques à l'Afrique, et à cette Afrique.

Lors de notre premier séjour en Côte-d'Ivoire, le choix de l'architecte n'était pas encore déterminé, ce qui était absurde. Nous nous mîmes sur les rangs en faisant valoir la connaissance des problèmes que nous conférait notre travail de programmation et notre conception de l'intégration programmation/architecture ; nous présentâmes même, comme on l'a dit, une esquisse du Complexe destinée à illustrer les choix à faire, mais aussi à faire valoir notre compé-

tence architecturale. Notre stratégie n'était, finalement, que la traduction (au niveau des rapports de pouvoir déjà fortement codifiés : appel d'offres, instances de décision) de notre envie très forte d'aller jusqu'au bout de l'expérience et de tenter une réelle innovation architecturale à la mesure de la nouveauté et de l'ambition du projet.

Ce fut en vain : là aussi, la décision nous échappait complètement ; mais, en l'occurrence, elle nous convint : ce fut en effet le B.N.E.T.D. qui fut désigné pour construire le Complexe, c'est-à-dire le bureau d'études public du Ministère de la Construction ; et c'est précisément avec les architectes (ivoiriens) du B.N.E.T.D. que nous avons sympathisé et discuté en profondeur des problèmes de l'architecture africaine. Bien que cela non plus ne fit pas partie de notre « mission », nous commençâmes à travailler avec l'architecte (français) du B.N.E.T.D. désigné pour commencer les plans, à lui expliquer les tenants et les aboutissants du programme, les enjeux, etc. Mais, presque aussitôt après, nous fûmes débranchés du projet (décembre 1970). Ce premier architecte fut d'ailleurs remplacé par un autre qui venait tout droit de France et qui, malgré la bonne opinion qu'il avait de notre travail (nous l'avons revu une fois les plans terminés), n'eut jamais l'occasion de parler avec nous et d'utiliser la masse considérable d'informations et d'idées (actuelles ou potentielles) dont nous disposions collectivement et qui furent, à jamais, déconnectées du Complexe.